

**Art. 5.** La présente loi entre en vigueur lors du prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,  
P. DE CREM

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—————  
Note

(1) Session ordinaire 2018-2019  
Chambre des représentants  
Documents parlementaires : doc 54-3542  
Rapport intégré : 25/04/2019

**Art. 5.** Deze wet treedt in werking bij de eerstvolgende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,  
P. DE CREM

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—————  
Nota

(1) Gewone zitting 2018-2019  
Kamer van volksvertegenwoordigers  
Parlementaire bescheiden : doc 54-3542  
Integraal verslag : 25.04.2019

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2019/12756]

**9 MAI 2019.** — Loi modifiant la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière en ce qui concerne le traitement des données personnelles

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

Sur la proposition de notre Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur et sur l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Vu l'avis 63.762/2 du Conseil d'Etat, donné le 25 juin 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis 62/2018 de l'Autorité de protection des données, donné le 25 juillet 2018;

Vu l'avis 65.395/2 du Conseil d'Etat, donné le 12 février 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur est chargé de présenter en Notre nom et de déposer à la Chambre des représentants le projet de loi dont la teneur suit :

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

### CHAPITRE 2. — *Dispositions modificatives*

**Art. 2.** L'article 2 de la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière est complété par les 36<sup>o</sup> et 37<sup>o</sup> rédigés comme suit:

“36<sup>o</sup> le Règlement (UE) 2016/679: le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données);

37<sup>o</sup> la loi Protection des données à caractère personnel: loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel.”

**Art. 3.** Dans le chapitre 8, section 1<sup>re</sup>, de la même loi, il est inséré une sous-section 4/1 intitulée:

“Sous-section 4/1. Les limitations des droits de la personne concernée lors du traitement de données à caractère personnel.”

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2019/12756]

**9 MEI 2019.** — Wet tot wijziging van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid voor wat betreft de verwerking van gegevens

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachten hetgeen volgt :  
Op de voordracht van Onze minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde ministers,

Gelet op advies 63.762/2 van de Raad van State, gegeven op 25 juni 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op advies 62/2018 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 25 juli 2018;

Gelet op advies 65.395/2 van de Raad van State, gegeven op 12 februari 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

De minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken is ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze naam voor te leggen en bij de Kamer van volksvertegenwoordigers in te dienen:

### HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

### HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingsbepalingen*

**Art. 2.** Artikel 2 van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid wordt aangevuld met de bepalingen onder 36<sup>o</sup> en 37<sup>o</sup>, luidende:

“36<sup>o</sup> de Verordening (EU) 2016/679: de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming);

37<sup>o</sup> de wet Bescherming persoonsgegevens: wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens.”

**Art. 3.** In hoofdstuk 8, afdeling 1, van dezelfde wet wordt een onderafdeling 4/1 ingevoegd, luidende:

“Onderafdeling 4/1. Bepalingen van de rechten van de betrokken persoon bij de verwerking van persoonsgegevens.”

**Art. 4.** Dans la sous-section 4/1, insérée par l'article 3, il est inséré un article 269/1, rédigé comme suit:

“Art. 269/1. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation aux articles 13, 14, 15, 16, 17 et 18 du Règlement (UE) 2016/679, et pour autant que l'article 14, paragraphe 5, b), c) ou d), du Règlement (UE) 2016/679 ne puisse être invoqué dans le cas d'espèce, les droits visés à ces articles peuvent être retardés, limités ou exclus s'agissant des traitements de données à caractère personnel réalisés par la Direction Générale Sécurité et Prévention du Service public fédéral Intérieur en sa qualité de service public chargé des missions d'intérêt général dans le domaine du contrôle, de l'inspection ou de la réglementation qui sont liées, même occasionnellement, à l'exercice de l'autorité publique, dans les cas visés à l'article 23, paragraphe 1<sup>er</sup>, c), d) et g), du Règlement (UE) 2016/679. Ceci afin d'éviter que la personne concernée soit systématiquement informée du fait qu'il existe un dossier à son propos, ce qui pourrait nuire aux besoins de la procédure administrative, du contrôle, de l'enquête ou des actes préparatoires, ou risque de violer le secret de l'enquête pénale ou à la sécurité des personnes.

Les traitements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont ceux effectués:

1° en vue de l'exercice des missions énumérées aux articles 65 à 75 et/ou du traitement des signalements visés aux articles 49, 54 et 205;

2° en vue de l'exercice des missions relatives aux procédures administratives se rapportant à l'octroi, le renouvellement, le refus, la suspension, le retrait des autorisations, droits d'une personne d'exercer les activités telles que visées dans la présente loi, permissions et cartes d'identification, visées aux articles 16 à 41, 76 à 87, 92, 93, 167, 186 à 190;

3° en vue de l'exercice des missions énumérées aux articles 208 à 233;

4° en vue de l'exercice des missions énumérées aux articles 234 à 255.

Dans le cadre des missions visées à l'alinéa 2, la Direction générale Sécurité et Prévention du Service public fédéral Intérieur peut traiter des données visées à l'article 9 du Règlement (UE) 2016/679, qui révèlent l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques, et des données visées à l'article 10 du Règlement (UE) n°679/2016, lorsque ce traitement est strictement nécessaire pour garantir la bonne exécution des missions visées à l'alinéa 2.

Les limitations des droits de la personne concernée visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> concernent tous les types de données traitées dans le cadre des missions visées à l'alinéa 2, à l'exception des données pour lesquelles une dérogation est déjà prévue aux articles 11 et 14 de la loi Protection des données à caractère personnel. La limitation des droits visés aux articles 13, 15 et 16 du Règlement (UE) 2016/679 ne s'applique toutefois pas aux données à caractère personnel qui ont été collectées auprès de la personne concernée dans le cadre de l'exercice des missions visées à l'alinéa 2.

§ 2. La limitation du droit de la personne concernée vaut:

a) dans le cas visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°: sans préjudice de l'article 269/2, de manière illimitée dans le temps;

b) dans le cas visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°: exclusivement durant la période précédant une décision définitive dans le cadre des procédures administratives visées;

c) dans les cas visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3° et 4°: exclusivement durant la période où la personne concernée fait l'objet directement ou indirectement d'une enquête, d'un contrôle ou d'une inspection en cours, ainsi que durant les actes préparatoires y relatifs. Si le dossier d'enquête est ensuite transmis au fonctionnaire sanctionnant visé à l'article 234, pour se prononcer sur les résultats de l'enquête, les droits ne seront rétablis que lorsqu'une décision définitive aura été prise en la matière.

La durée des actes préparatoires, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, c), pendant laquelle les articles 13, 14, 15, 16, 17 et 18 du Règlement (UE) 2016/679 ne sont pas applicables, ne peut excéder trois ans à partir de la réception d'une demande concernant la communication en application de ces articles.

**Art. 4.** In onderafdeling 4/1, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel 269/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 269/1. § 1. In afwijking van de artikelen 13, 14, 15, 16, 17 en 18 van de Verordening (EU) 2016/679, en voor zover artikel 14, lid 5, b), c) of d), van de Verordening (EU) 2016/679 in het specifieke geval niet kan worden ingeroepen, kunnen de rechten bedoeld in die artikelen worden uitgesteld, beperkt of uitgesloten voor wat betreft verwerkingen van persoonsgegevens uitgevoerd door de Algemene Directie Veiligheid en Preventie van de Federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken als overheidsdienst belast met opdrachten van algemeen belang op het gebied van toezicht, inspectie of regelgeving die verband houden, al is het incidenteel, met de uitoefening van het openbaar gezag in de gevallen bedoeld in artikel 23, lid 1, c), d) en g), van de Verordening (EU) 2016/679. Dit teneinde te voorkomen dat de betrokken persoon systematisch geïnformeerd wordt over het gegeven dat er een dossier bestaat over hem, wat de noden van de administratieve procedure, de controle, het onderzoek of de voorbereidende werkzaamheden schade zou kunnen toebrengen, of het geheim van het strafonderzoek of de veiligheid van personen dreigt te schenden.

De in het eerste lid bedoelde verwerkingen zijn deze die uitgevoerd worden:

1° in het kader van de uitoefening van de opdrachten opgesomd in de artikelen 65 tot 75 en/of het verwerken van de meldingen bedoeld in de artikelen 49, 54 en 205;

2° in het kader van de uitoefening van de opdrachten met betrekking tot de administratieve procedures betreffende de toekenning, vernieuwing, weigering, schorsing, intrekking van vergunningen, rechten van een persoon om activiteiten zoals bedoeld in deze wet uit te oefenen, toestemmingen en identificatiekaarten, bedoeld in de artikelen 16 tot 41, 76 tot 87, 92, 93, 167, 186 tot 190;

3° in het kader van de uitoefening van de opdrachten opgesomd in de artikelen 208 tot 233;

4° in het kader van de uitoefening van opdrachten, opgesomd in de artikelen 234 tot 255.

In het kader van de opdrachten bedoeld in het tweede lid kan de Algemene Directie Veiligheid en Preventie van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken gegevens bedoeld in artikel 9 van de Verordening (EU) 2016/679, waaruit ras of etnische afkomst, politieke opvattingen, religieuze of levensbeschouwelijke overtuigingen blijken, en gegevens bedoeld in artikel 10 van de Verordening (EU) 2016/679, verwerken, wanneer een dergelijke verwerking strikt noodzakelijk is voor de goede uitvoering van de opdrachten als bedoeld in het tweede lid.

De beperkingen van de rechten van de betrokken persoon bedoeld in het eerste lid hebben betrekking op alle soorten van verwerkte gegevens in het kader van de opdrachten bedoeld in het tweede lid, met uitzondering van de gegevens waarvoor reeds een afwijking is voorzien in de artikelen 11 en 14 van de wet Bescherming persoonsgegevens. De beperking van de rechten bedoeld in de artikelen 13, 15 en 16 van de Verordening (EU) 2016/679 is evenwel niet van toepassing op de persoonsgegevens die bij de betrokken persoon zelf werden verzameld in het kader van de uitoefening van de opdrachten bedoeld in het tweede lid.

§ 2. De beperking van het recht van de betrokken persoon geldt:

a) in het geval bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 1°: zonder afbreuk te doen aan artikel 269/2, onbeperkt in tijd;

b) in het geval bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 2°: uitsluitend gedurende de periode voorafgaand aan een definitieve beslissing in het kader van de bedoelde administratieve procedures;

c) in de gevallen bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 3° en 4°: uitsluitend gedurende de periode waarin de betrokken persoon rechtstreeks of onrechtstreeks het voorwerp uitmaakt van een lopend onderzoek, controle of inspectie alsook gedurende de daarmee verband houdende voorbereidende werkzaamheden. Indien het onderzoeksdossier vervolgens wordt overgemaakt aan de sanctieambtenaar bedoeld in artikel 234 om uitspraak te doen over de resultaten van het onderzoek, worden de rechten pas hersteld nadat er dienaangaande een definitieve beslissing genomen werd.

De duur van de voorbereidende werkzaamheden, bedoeld in het eerste lid, c), gedurende dewelke de artikelen 13, 14, 15, 16, 17 en 18 van de Verordening (EU) 2016/679 niet van toepassing zijn, mag niet meer bedragen dan drie jaar vanaf de ontvangst van een verzoek betreffende de mededeling met toepassing van die artikelen.

Lorsqu'un dossier est transmis à l'autorité judiciaire, les droits de la personne concernée ne sont rétablis qu'après autorisation de l'autorité judiciaire, après que la phase judiciaire soit terminée ou après que le ministère public ait confirmé à l'autorité compétente soit qu'il renonce à toute poursuite pénale, soit qu'il propose une transaction visée à l'article 216*bis* du Code d'instruction criminelle ou une médiation visée à l'article 216*ter* du Code d'instruction criminelle. Toutefois, les renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire ne peuvent être communiqués qu'avec l'autorisation expresse de celle-ci.

Lorsqu'un dossier est transmis à un autre service public en application de l'article 217 pour statuer sur les conclusions de l'enquête, les droits de la personne concernée ne sont rétablis qu'après que cet autre service public ait statué sur le résultat de l'enquête.

§ 3. La limitation du droit de la personne concernée vaut dans la mesure où l'application de ce droit nuirait aux besoins de la procédure administrative, du contrôle, de l'enquête ou des actes préparatoires, ou risque de violer le secret de l'enquête pénale ou à la sécurité des personnes.

La limitation du droit de la personne concernée ne vise pas les données qui sont étrangères à l'objet de la procédure administrative, l'enquête ou le contrôle justifiant la limitation du droit.

§ 4. La limitation des droits de la personne concernée, prévue dans cet article, ne porte pas atteinte aux droits spécifiques qui ont été accordés à la personne concernée par ou en vertu de la présente loi dans le cadre de certaines procédures contentieuses ou administratives.

§ 5. Dès réception d'une demande relative à l'un des droits visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le délégué à la protection des données de la Direction Générale Sécurité et Prévention du Service public fédéral Intérieur en accuse réception.

Le délégué à la protection des données visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> informe la personne concernée par écrit, dans les meilleurs délais, et en tout état de cause dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, de tout refus ou de toute limitation du droit invoqué par la personne concernée, ainsi que des motifs du refus ou de la limitation. Ces informations concernant le refus ou la limitation peuvent ne pas être fournies lorsque leur communication risque de compromettre l'une des finalités des traitements énoncées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2. Au besoin, ce délai peut être prolongé de deux mois, compte tenu de la complexité et du nombre de demandes. Le délégué à la protection des données informe la personne concernée de cette prolongation et des motifs du report dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

Le délégué à la protection des données informe la personne concernée des possibilités d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de protection des données et de former un recours juridictionnel.

Le délégué à la protection des données consigne les motifs de fait ou de droit sur lesquels se fonde sa décision. Ces informations sont mises à la disposition de l'Autorité de protection des données.

Le délégué à la protection des données informe la personne concernée sans délai de la suppression de la limitation des informations à fournir.”.

**Art. 5.** Dans la même sous-section 4/1, il est inséré un article 269/2, rédigé comme suit:

“Art. 269/2. Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du Règlement (UE) 2016/679, les données à caractère personnel visées ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées.

Sauf disposition légale explicite contraire en matière de conservation des données à caractère personnel qui proviennent d'une autorité compétente, visée au titre 2 de la loi Protection des données à caractère personnel, ou d'un service de renseignements et de sécurité visé au titre 3 de la même loi, le délai de conservation pour les données à caractère personnel traitées par la Direction générale Sécurité et Prévention du Service public fédéral Intérieur dans le cadre de ses missions légales en matière d'application de la surveillance et du contrôle du respect de la présente loi, s'élève à maximum 10 ans à compter de la date du dernier traitement de nouvelles informations concernant la personne concernée.

Wanneer een dossier wordt overgemaakt aan de gerechtelijke overheid, worden de rechten van de betrokken persoon pas hersteld na machtiging door de gerechtelijke overheid, nadat de gerechtelijke fase is beëindigd of nadat het openbaar ministerie aan de bevoegde overheid heeft bevestigd dat zij afzien van verdere gerechtelijke vervolging oftewel een minnelijke schikking bedoeld in artikel 216*bis* van het Wetboek van strafvordering of een bemiddeling bedoeld in artikel 216*ter* van het Wetboek van strafvordering voorstelt. Evenwel mogen inlichtingen die werden ingewonnen tijdens de uitoefening van plichten voorgeschreven door de rechterlijke overheid slechts worden meegedeeld mits uitdrukkelijke machtiging van deze laatste.

Wanneer een dossier wordt overgemaakt aan een andere overheidsdienst met toepassing van artikel 217 om over de bevindingen van het onderzoek te beslissen, worden de rechten van de betrokken persoon pas hersteld nadat deze andere overheidsdienst zich heeft uitgesproken over het resultaat van het onderzoek.

§ 3. De beperking van het recht van de betrokken persoon geldt voor zover de toepassing van dit recht nadelig zou zijn voor de noden van de administratieve procedure, de controle, het onderzoek of de voorbereidende werkzaamheden, of het geheim van het strafonderzoek of de veiligheid van personen dreigt te schenden.

De beperking van het recht van de betrokken persoon heeft geen betrekking op gegevens die los staan van het voorwerp van de administratieve procedure, van het onderzoek of van de controle die de beperking van het recht rechtvaardigt.

§ 4. De beperking van de rechten van de betrokken persoon, voorzien in dit artikel, doet geen afbreuk aan de specifieke rechten die door of krachtens deze wet aan de betrokken persoon worden toegekend in het kader van bepaalde geschillen- of administratieve procedures.

§ 5. Bij ontvangst van een verzoek betreffende één van de rechten bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, bevestigt de functionaris voor gegevensbescherming van de Algemene Directie Veiligheid en Preventie van de Federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken de ontvangst hiervan.

De in het eerste lid bedoelde functionaris voor gegevensbescherming informeert de betrokken persoon schriftelijk, onverwijld, en in ieder geval binnen één maand na de ontvangst van het verzoek, over iedere weigering of beperking van het recht ingeroepen door de betrokken persoon, alsook over de redenen voor deze weigering of beperking. Die informatie over de weigering of beperking kan achterwege worden gelaten wanneer de verstrekking daarvan één van de doelstellingen van de verwerkingen genoemd in paragraaf 1, tweede lid, zou ondermijnen. Afhankelijk van de complexiteit van de verzoeken en van het aantal verzoeken kan die termijn indien nodig met twee maanden worden verlengd. De functionaris voor gegevensbescherming stelt de betrokken persoon binnen één maand na ontvangst van het verzoek in kennis van deze verlenging en van de redenen van het uitstel.

De functionaris voor gegevensbescherming licht de betrokken persoon in over de mogelijkheid om klacht in te dienen bij de Gegevensbeschermingsautoriteit en om een beroep in rechte in te stellen.

De functionaris voor gegevensbescherming vermeldt de feitelijke of juridische redenen waarop zijn beslissing steunt. Deze inlichtingen worden ter beschikking gesteld van de Gegevensbeschermingsautoriteit.

De functionaris voor gegevensbescherming brengt de betrokken persoon onverwijld op de hoogte van de opheffing van de beperking van de te verstrekken informatie.”.

**Art. 5.** In dezelfde onderafdeling 4/1 wordt een artikel 269/2 ingevoegd, luidende:

“Art. 269/2. Onverminderd de bewaring noodzakelijk voor de verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van de Verordening (EU) 2016/679, worden de bedoelde persoonsgegevens niet langer bewaard dan noodzakelijk voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt.

Behoudens uitdrukkelijke andersluidende wettelijke bepaling inzake de bewaring van persoonsgegevens die afkomstig zijn van een bevoegde overheid, bedoeld in titel 2 van de wet Bescherming persoonsgegevens, of een inlichtingen- en veiligheidsdienst, bedoeld in titel 3 van dezelfde wet bedraagt de bewaartermijn voor persoonsgegevens verwerkt door de Algemene Directie Veiligheid en Preventie van de Federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken in het kader van haar wettelijke opdrachten inzake de toepassing van en het toezicht en de controle op de naleving van deze wet, maximum 10 jaar te rekenen vanaf de datum van de laatste verwerking van nieuwe informatie aangaande de betrokken persoon.

A l'expiration de ce délai, les dossiers sont – selon les règles en vigueur en matière d'archivage dans l'intérêt général – transférés aux Archives du Royaume ou détruits définitivement.”.

**Art. 6.** Dans la même sous-section 4/1, il est inséré un article 269/3, rédigé comme suit:

“Art. 269/3. § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de l'application des articles 269/1 et 269/2, la Direction Générale Sécurité et Prévention du Service public fédéral Intérieur tient compte des risques pour les droits et libertés des personnes concernées et prend les mesures nécessaires destinées à garantir la prévention des abus ainsi que de l'accès et du transfert illicites des données à caractère personnel.

§ 2. Compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, le responsable du traitement met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées.

Le responsable du traitement doit être en mesure de démontrer que le traitement est effectué conformément à la loi.

Ces mesures comprennent en tout cas la mise en œuvre de politiques appropriées en matière de protection des données par le responsable du traitement.

Ces mesures sont évaluées et, si nécessaire, actualisées.

§ 3. Compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de la mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, que présente le traitement pour les droits et libertés des personnes physiques, les mesures techniques et organisationnelles visées au paragraphe 2, sont destinées à mettre en œuvre les principes relatifs à la protection des données de façon effective et à assortir le traitement des garanties nécessaires afin de protéger les droits de la personne concernée, tant au moment de la détermination des moyens du traitement qu'au moment du traitement lui-même.

Les mesures techniques et organisationnelles appropriées visées au paragraphe 2 garantissent qu'en principe, seules les données à caractère personnel qui sont nécessaires au regard de chaque finalité spécifique du traitement sont traitées.

§ 4. Le responsable du traitement prend en particulier les dispositions suivantes:

1° il adopte des mesures techniques ou organisationnelles appropriées pour protéger les données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou non autorisée, contre la perte accidentelle ainsi que contre la modification ou tout autre traitement non autorisé de ces données telles que:

— des mesures techniques de sécurisation des serveurs, réseaux et postes clients où les données sont consultées et

— la journalisation des accès et des inspections régulières dans le but de détecter des anomalies;

2° il désigne un délégué à la protection des données;

3° il établit une liste des catégories de personnes ayant accès aux données à caractère personnel avec une description de leur fonction par rapport au traitement des données visées. Cette liste est tenue à la disposition de l'autorité de contrôle compétente;

4° il désigne un responsable pour autoriser les accès et procéder à la différenciation des rôles;

5° il veille à ce que les personnes visées au 3° soient tenues, par une obligation légale ou statutaire, ou par une disposition contractuelle équivalente, au respect du caractère confidentiel des données concernées;

Bij het verstrijken van deze termijn worden de dossiers – volgens de geldende regels inzake archivering in het algemeen belang – overgebracht naar het Rijksarchief, dan wel definitief vernietigd.”.

**Art. 6.** In dezelfde onderafdeling 4/1 wordt een artikel 269/3 ingevoegd, luidende:

“Art. 269/3. § 1. In het kader van de toepassing van de artikelen 269/1 en 269/2 houdt de Algemene Directie Veiligheid en Preventie van de Federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken rekening met de risico's voor de rechten en vrijheden van de betrokken personen en neemt zij de noodzakelijke maatregelen om de voorkoming van misbruik of onrechtmatige toegang of doorgifte van persoonsgegevens te waarborgen.

§ 2. Rekening houdend met de aard, de omvang, de context en de verwerkingsdoelstellingen, alsook met de qua waarschijnlijkheid en ernst uiteenlopende risico's voor de rechten en vrijheden van natuurlijke personen, treft de verantwoordelijke voor de verwerking passende technische en organisatorische maatregelen.

De verantwoordelijke voor de verwerking moet in staat zijn om aan te tonen dat de verwerking overeenkomstig de wet wordt uitgevoerd.

In ieder geval omvatten deze maatregelen een passend gegevensbeschermingsbeleid dat door de verantwoordelijke voor de verwerking wordt uitgevoerd.

Die maatregelen worden geëvalueerd en indien nodig geactualiseerd.

§ 3. Rekening houdend met de stand van de techniek, de uitvoeringskosten, en de aard, de omvang, de context en het doel van de verwerking alsook met de qua waarschijnlijkheid en ernst uiteenlopende risico's voor de rechten en vrijheden van natuurlijke personen welke aan de verwerking zijn verbonden, zijn de technische en organisatorische maatregelen bedoeld in paragraaf 2 opgesteld met als doel de gegevensbeschermingsbeginselen op een doeltreffende manier uit te voeren en de nodige waarborgen in de verwerking in te bouwen ter bescherming van de rechten van de betrokken persoon, zowel op het moment van de bepaling van de middelen voor de verwerking als op het moment van de verwerking zelf.

De passende technische en organisatorische maatregelen bedoeld in paragraaf 2 zorgen ervoor dat in beginsel alleen persoonsgegevens worden verwerkt die noodzakelijk zijn voor elk specifiek doel van de verwerking.

§ 4. De verantwoordelijke voor de verwerking neemt in het bijzonder volgende maatregelen:

1° hij neemt de gepaste technische of organisatorische maatregelen om de persoonsgegevens te beschermen tegen toevallige of ongeoorloofde vernietiging, tegen toevallig verlies, evenals tegen de wijziging of iedere andere niet toegelaten verwerking van deze gegevens zoals:

— technische beveiligingsmaatregelen voor servers, netwerken en werkposten waar de gegevens worden geraadpleegd en

— het loggen van de toegangen en regelmatige inspecties met als doel onregelmatigheden op te sporen;

2° hij wijst een functionaris voor de gegevensbescherming aan;

3° hij stelt een lijst op met de categorieën van personen die toegang hebben tot de persoonsgegevens met een beschrijving van hun functie met betrekking tot de verwerking van de bedoelde gegevens. Deze lijst wordt ter beschikking gehouden van de bevoegde toezichthoudende autoriteit;

4° hij wijst een verantwoordelijke aan voor het machtigen van de toegangen en voor de differentiatie van de rollen;

5° hij zorgt ervoor dat de personen bedoeld in de bepaling onder 3° door een wettelijke of statutaire verplichting, of door een evenwaardige contractuele bepaling ertoe gehouden zijn het vertrouwelijk karakter van de betrokken gegevens in acht te nemen;

6° il veille à la formation et sensibilisation du personnel ayant accès aux données en ce qui concerne la sécurité de l'information, les bonnes pratiques et les risques inhérents.”.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,  
P. DE CREM

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—  
Note

(1) Chambre des représentants  
(www.lachambre.be)  
Documents : 54K3639  
Rapport intégré : 25.04.2019

6° hij ziet toe op de opleiding en sensibilisering van het personeel dat toegang heeft tot de gegevens wat betreft de veiligheid van de informatie, de goede praktijken en de inherente risico's.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,  
P. DE CREM

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers  
(www.dekamer.be)  
Stukken : 54K3639  
Integraal verslag : 25.04.2019

## SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C – 2019/12867]

20 MAI 2019. — Arrêté ministériel portant délégation de pouvoir et de signature en matière de personnel au Président du Comité de direction du Service public fédéral Stratégie et Appui

La Ministre du Budget et de la Fonction publique,

Le Ministre de l'Agenda numérique,

Vu la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, l'article 2, modifié par la loi du 13 juillet 1973, et l'article 2bis, inséré par la loi du 19 octobre 1998 ;

Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat ;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat ;

Vu l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail ;

Vu l'arrêté royal du 5 janvier 1971 relatif à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles dans le secteur public ;

Vu l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption ;

Vu l'arrêté royal du 11 octobre 1991 déterminant les modalités de l'exercice du droit à un congé pour raisons impérieuses ;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'Etat ;

Vu l'arrêté royal du 30 septembre 2012 portant diverses mesures relatives à la sélection des agents de l'Etat ;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 2013 relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale ;

Vu l'arrêté royal du 22 février 2017 portant création du Service public fédéral Stratégie et Appui ;

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C – 2019/12867]

20 MEI 2019. — Ministerieel besluit houdende delegatie van bevoegdheid en ondertekening inzake personeelszaken aan de Voorzitter van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning

De Minister van Begroting en Ambtenarenzaken,

De Minister van Digitale Agenda,

Gelet op de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, artikel 2, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1973, en artikel 2bis, ingevoegd bij de wet van 19 oktober 1998;

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden van de overheidssector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk;

Gelet op het koninklijk besluit van 05 januari 1971 betreffende de schadevergoeding voor beroepsziekten in de overheidssector;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 oktober 1991 tot vaststelling van de nadere regelen voor de uitoefening van het recht op een verlof om dwingende reden;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 september 2012 houdende diverse maatregelen betreffende de selectie van het rijkspersoneel;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 februari 2017 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning;